

«L'accès à internet est un droit social»

Considéré comme le pays le plus branché du monde avec ses services gouvernementaux accessibles sur le Net, l'Estonie est un pionnier qui a choisi d'ouvrir une e-ambassade au Grand-Duché.

Cette ambassade dont le but est de garantir la continuité numérique du pays sera active d'ici la fin de l'année, selon Sandra Särav du ministère des Affaires économique et de la Communication d'Estonie, présente hier lors des «Luxembourg Internet Days» de Lu-Cix.

De notre journaliste
Aude Forestier

Après le Japon en 2016, le Canada et le Québec l'an dernier, l'Estonie était l'invité d'honneur de la cinquième édition des «Luxembourg Internet Days», le rendez-vous incontournable pour les acteurs du secteur des technologies de l'information et la communication, organisé par Lu-Cix dans les locaux de la Chambre de commerce. «Le pays est là pour montrer ce qu'il sait faire», assure Claude Demuth, le CEO de Lu-Cix.

Hier, Sandra Särav, global affairs director gouvernement CIO office, a parlé de la digitalisation très développée de l'Estonie. Son pays «perçoit le Luxembourg comme un allié digital», dit-elle. Cette parole n'est pas innocente puisque l'Estonie avait décidé d'ouvrir une ambassade virtuelle au Grand-Duché, afin d'y garder ses banques de données. Elle devrait entrer en fonction d'ici la fin de cette année, selon l'Estonienne. Très sécurisée, la salle de serveurs abritera des informations très importantes de l'e-gouvernement (par exemple : des informations sur les impôts, le foncier, les entreprises, les documents d'identité, les pensions et le recensement). Les données resteront accessibles, même si le système actif sur le réseau national est hors service. En 2007, lors d'une période de tensions avec la Russie, ce pays balte avait subi une attaque par déni de service (DDoS en anglais), attribuée à des hackers russes. Cette attaque assimilable à un acte de vandalisme avait paralysé de nombreux sites comme ceux du Parlement, de ministères, de banques et même de journaux.

Impôts et vote en ligne

Le Luxembourg n'a pas été choisi au hasard puisqu'il est le seul à proposer des centres de données Tier IV. En d'autres termes, le plus haut niveau de garantie avec une disponibilité approchant les 100%. En Estonie, «l'accès à internet est un droit social», souligne Sandra



Sandra Särav, global affairs director gouvernement CIO office, et Xavier Bettel, hier à la Chambre de Commerce.

Särav. Quelque 99% des services gouvernementaux sont disponibles en ligne. «Chaque résident estonien a une carte d'identité électronique», pointe Sandra Särav. Là-bas, on peut tout faire sur le Net sauf trois choses très «risquées» : «se marier, divorcer et acheter une maison». Pour la carte d'identité électronique, l'Estonie n'a pas inventé cela de toutes pièces. Le pays a simplement copié ce qui se faisait en Finlande. Cette carte d'identité qui contient une puce permet d'avoir accès au système et d'utiliser ses données, un peu comme l'un des produits de LuxTrust.

Cette pièce d'identité existe depuis 2002. Elle est, en réalité, l'un des maillons d'un programme digital. En l'an 2000, l'Estonie a introduit les

impôts en ligne. Cinq ans plus tard, les Estoniens ont eu la possibilité de voter aux élections par internet avec leur carte d'identité (c'est ce qu'on appelle l'I-Voting). L'identification se fait grâce à un premier code PIN, le deuxième code PIN sert de signature électronique. Il est impossible de savoir pour qui on a voté. La résidence électronique (e-residency en anglais) est accessible à tout le monde, à une condition d'après Sandra Särav : il faut se rendre dans le pays pour avoir sa carte d'e-résident.

L'intelligence artificielle n'est pas en reste puisque l'Estonie l'utilise pour prédire les accidents de voiture sur la route et aider les chercheurs d'emploi à trouver le poste qui leur convient, explique encore Sandra Särav.

Un centre de filtrage en 2020

Quelques minutes avant l'exposé de Sandra Särav sur l'Estonie, Xavier Bettel, le formateur, a fait une annonce importante pour le monde de l'IT au Luxembourg. Les infrastructures réseau du Grand-Duché seront renforcées et l'on aura d'ici 2020 un centre de filtrage des attaques par déni de service (DDoS), «dans le cadre de la gestion de crise», prévient Claude Demuth, le CEO de Lu-Cix.

Cette infrastructure nationale sera activée sur demande par le Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN). Il s'agit d'une administration placée sous l'égide du Premier ministre qui a pour mission d'assurer «constamment et en toute circonstance la protection de la nation contre d'éventuelles menaces qui pourraient porter gravement atteinte», entre autres, au libre fonctionnement des institutions du pays et à la sécurité de la population.

En cas de crise, le HCPN «va demander à Lu-Cix d'activer ce centre de filtrage pour protéger une infrastructure en crise», continue-t-il. Dans ce cas de figure, Lu-Cix séparera le bon grain de l'ivraie, nettoiera le réseau et laissera passer les bons flux.

Lu-Cix, le carrefour du Net

Organisateur des Luxembourg Internet Days, Lu-Cix (Luxembourg Commercial Internet eXchange) est né d'un partenariat public-privé en 2009. Il s'agit d'une plateforme, d'un réseau, un carrefour», selon Claude Demuth, son CEO, utilisé par presque tous les opérateurs internet du Luxembourg.

Elle est aussi définie comme «une interconnexion de réseaux» : 80% du trafic internet national passe par Lu-Cix, tou-

jours d'après son directeur. Grâce à cette structure, le Grand-Duché est devenu «plus indépendant de l'étranger». Car auparavant, le flux passait par différents points, tous situés dans les pays voisins. «On a tout mis en place pour gérer le flux normal. À partir de la fin du premier trimestre 2019, on aura une augmentation de la capacité de réseau pour gérer beaucoup plus de trafic», assure Claude Demuth.

Fage paye moins d'impôts que prévu

L'entreprise grecque a payé 530 000 dollars d'impôts entre 2016 et 2017.

Dans sa question parlementaire posée au mois de septembre au ministre de l'Économie, Étienne Schneider, le député CSV Laurent Mosar évoque l'entreprise grecque de yaourt Fage. Lors de la journée de l'Économie, Étienne Schneider aurait souligné que la firme aurait

par le ministre. Hier, Étienne Schneider a répondu : «Les comptes consolidés publiés sur le site internet de Fage font état pour les exercices 2015-2017 d'impôts consolidés de l'ordre de 50 millions d'euros sans toutefois ventiler ces montants par juridiction». Pour le ministre, il s'agit d'une

DANS LE MONDE

■ ESPAGNE

Le gouvernement espagnol a annoncé, hier, vouloir interdire la vente de voitures diesels et essence dès 2040 dans le cadre d'une future loi sur la transition énergétique qui vise à «décarboniser» son économie d'ici à 2050. Ce projet du gouvernement de Pedro Sanchez, constitué il y a cinq mois, est présenté plus d'un an après que la France et le Royaume-Uni ont annoncé des objectifs similaires. Toutefois, Pedro Sanchez n'a pas la majorité des sièges au Parlement et le vote de la loi n'est pas acquis.

le mois précédent. En variation mensuelle, les prix ont reculé de 0,1% en octobre alors qu'ils avaient enregistré une hausse de 1,1% en septembre, là aussi en raison d'un recul des prix de l'hôtellerie et de la restauration (-2,6%), a précisé l'INE dans un communiqué.

■ ALLEMAGNE

Le taux d'inflation en Allemagne s'est bien élevé à 2,5% en octobre sur un an, accélérant encore après 2,3% en septembre et 2% en août, selon les données définitives publiées hier par l'office fédéral des statistiques Destatis. Il s'agit

■ ROYAUME-UNI

Le taux de chômage au Royaume-Uni a très légèrement augmenté à 4,1% entre juillet et septembre, mais il s'accompagne d'une hausse des salaires permettant aux Britanniques de gagner en pouvoir d'achat, a annoncé hier l'Office des statistiques nationales (ONS). Le chômage s'est inscrit en hausse alors même que le nombre de postes vacants a atteint un niveau record, mais ils sont plus difficiles à pourvoir, estiment des analystes, en raison notamment des incertitudes du Brexit et la chute